

L U C H A



Lutte pour le Changement

Mouvement citoyen non-partisan & non-violent.

Rép. Dém. du Congo

Tel.: +243 974 233 390

Email: lucha.rdc@gmail.com

Twitter: @luchaRDC

Facebook : www.facebook.com/lucha.rdccongo

www.luchacongo.org

CONSTANT MUTAMBA DOIT DÉMISSIONNER, FRIVAO ET FONAREV DOIVENT ÊTRE AUDITÉS.

Le mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA) salue l'autorisation des poursuites judiciaires contre le ministre de la Justice Constant Mutamba par l'assemblée nationale ce 15 juin 2025 ainsi que son inculpation par la justice. Nous soutenons et exhortons la justice à aller jusqu'au bout afin de faire la lumière sur le détournement présumé de 19 millions de dollars destinés aux réparations des victimes des atrocités commises par l'Ouganda en RDC. Nous espérons que ce genre d'actions de l'assemblée nationale et de la justice s'étendront aux autres responsables publics, y compris ceux du secteur judiciaire et sécuritaire, soupçonnés des détournements des deniers publics ou tout autre crime économique.

Le détournement des fonds destinés aux victimes de pires atrocités met en lumière une corruption systémique qui gangrène les institutions de l'Etat. Le Fonds National de Réparation des Victimes (FONAREV) et le Fonds spécial de Réparation d'Indemnisation des Victimes des Activités illicites de l'Ouganda (FRIVAO), créés pour soutenir les survivants, sont systématiquement utilisés pour siphonner l'argent public au profit de quelques individus haut placés. Ce cynisme institutionnel est une insulte à la mémoire des victimes et un supplice de plus pour les survivants.

Nous saluons les actions de la justice et de l'Assemblée nationale, et appelons le Président Félix Tshisekedi et la Première ministre à prendre leurs responsabilités en exigeant la démission immédiate de Constant Mutamba, et à défaut en le révoquant, afin de garantir une procédure indépendante et sans interférences politiques. Ils ont là l'occasion concrète de prouver à la population et aux partenaires internationaux de la RDC le sérieux et la crédibilité de leurs engagements contre la corruption.

Par ailleurs, nous appelons l'Assemblée nationale et au Sénat à instituer une commission d'enquête sur les fonds alloués au FRIVAO et au FONAREV depuis leur création jusqu'à ce jour ainsi que sur leur gestion. La société civile et les associations de victimes doivent y participer pleinement, et nous sommes disposés à faire notre part. Les conclusions et les recommandations de ladite enquête doivent être rendues publiques dans les plus brefs délais. La situation est d'autant plus grave qu'un récent

rapport d'Amnesty International révèle que, 25 ans après la guerre des six jours, les victimes restent largement abandonnées à leur propre triste sort. Il est inacceptable que les fonds censés leur être destinés soient détournés alors qu'elles continuent de souffrir dans l'indifférence des autorités.

Enfin, l'enquête initiée par le ministre de la justice Constant Mutamba en novembre 2024 sur la présumée acquisition illégale d'un bien immobilier à Bruxelles par le procureur général Firmin Mvonde doit être examinée avec rigueur dans le cadre de cette affaire, afin d'éviter toute accusation de conflit d'intérêts ou de règlement de comptes politico-judiciaire. A cet effet, la LUCHA exhorte le procureur général Firmin Mvonde à se mettre en retrait l'affaire visant Constant Mutamba afin de permettre à l'incriminé de clarifier les faits qui lui sont reprochés sans politiser l'affaire.

La LUCHA réaffirme son engagement pour la justice, la gouvernance démocratique, et contre la corruption. Nous appelons la population et les organisations de défense des droits humains à se mobiliser pour exiger vérité, justice et réparation.

Fait à Kisangani, le 16 juin 2025

Pour la LUCHA,

La Cellule de communication